



PRÉFET DE LA RÉGION
NORD - PAS-DE-CALAIS

Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement du Nord-Pas-de-Calais
Séance plénière 9 mars 2015

État d'avancement du Plan de Rénovation Énergétique de l'Habitat
au 1^{er} février 2015

Le plan de rénovation énergétique de l'Habitat (PREH) a été lancé au niveau national par le **Premier Ministre** à Arras (62) le 19 septembre 2013.

Lors du premier Comité de pilotage régional présidé par le **préfet de région** le 18 septembre 2013, l'objectif pour le Nord-Pas de Calais du plan de rénovation énergétique de l'habitat a été fixé à 50 000 logements rénovés par an d'ici 2017, soit 10 % de l'objectif national.

Pour y parvenir, a été mis en place un plan d'action en en trois volets :

- I- **enclencher** la **décision** de rénovation chez les particuliers
- II- **financer** la **rénovation**, en apportant des aides ;
- III- **mobiliser** les **professionnels**, pour garantir la qualité des rénovations.

I- ENCLENCHER LA DÉCISION DE RÉNOVATION CHEZ LES PARTICULIERS

I-1 Le site « rénovation-info-service »

Depuis fin 2013, un nouveau service public de proximité « rénovation-info-service », aussi appelé « guichet unique » a été créé. Il se compose d'un site internet www.renovation-info-service.gouv.fr et d'un numéro de téléphone unique: le 0 810 140 240. Le numéro de téléphone renvoie vers une plate-forme téléphonique nationale basée à Paris et opérée par l'ADEME. Sa mission est de dispenser les **premières informations** techniques et financières simples au sujet de la rénovation énergétique puis d'orienter immédiatement les particuliers vers un réseau de proximité constitué au niveau régional.

Le site www.renovation-info-service.gouv.fr **est mis à jour en permanence**. Son organisation a été repensée dans le cadre de la campagne de communication ci-dessous.

I-2 Campagne de communication (octobre 2014)

Une nouvelle campagne de communication en faveur de la rénovation énergétique des logements a débuté le 14 octobre 2014 sous l'intitulé « Transition Energétique ».

Cette campagne de communication vise notamment à promouvoir les aides réformées : éco-PTZ et CITE (anciennement CIDD). Les informations au sujet des aides de l'Anah ou de la prime à 1 350 € sont maintenues mais ces dispositifs ne sont pas intégrés aux nouveaux outils de communication.

Cette campagne de communication s'est déroulée sous la forme de spots télé, de spots radio notamment. Par ailleurs, de nouveaux supports de communication ont été créés.

Fin janvier 2015, c'est déjà 2 millions de visiteurs qui se sont connectés au site « rénovation-info-service » au niveau national.

PRÉFET DE LA RÉGION NORD - PAS-DE-CALAIS

I-3 Le réseau de proximité régional

Le réseau de proximité régional **existant** est composé de deux types de point rénovation :

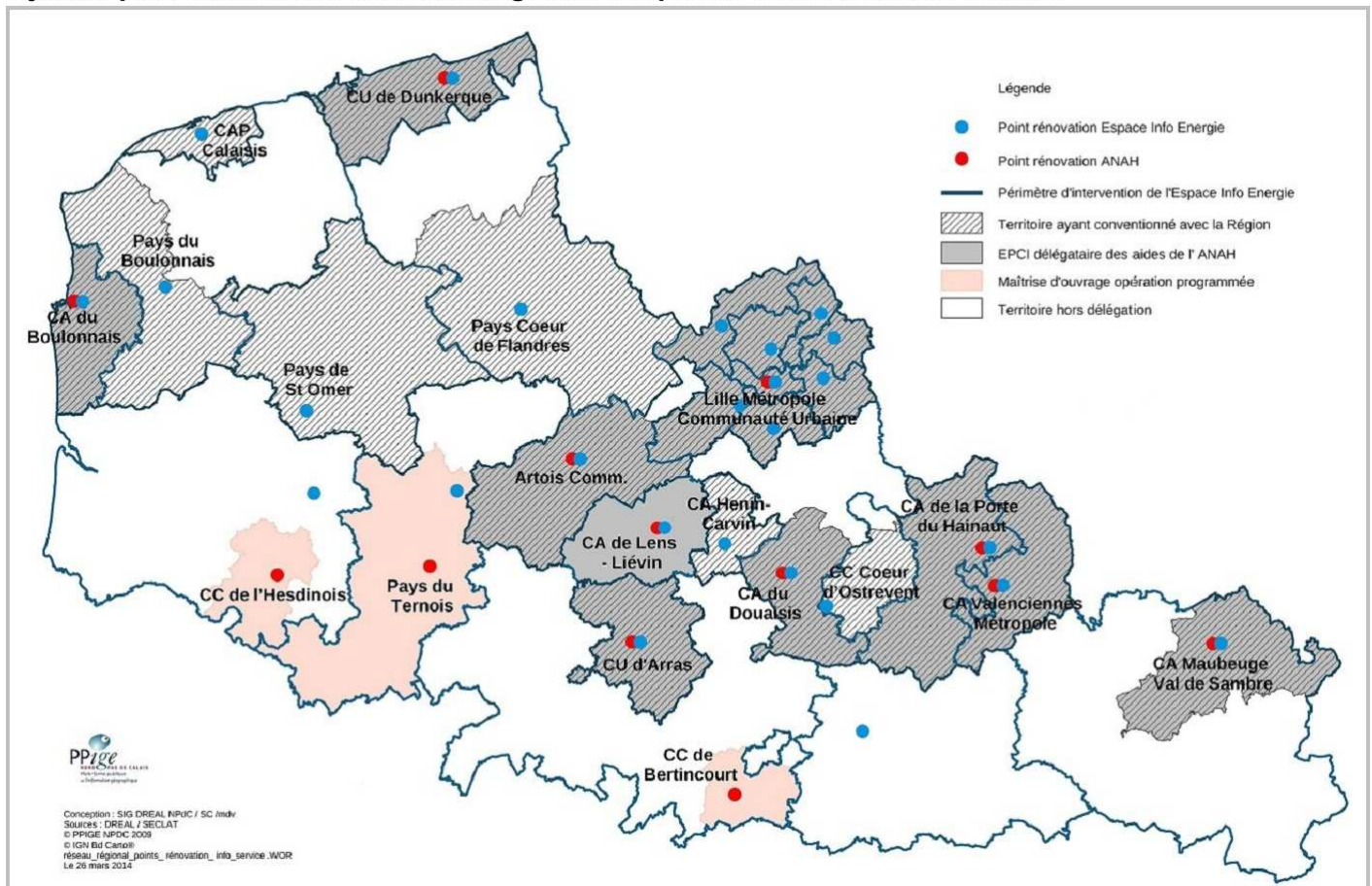
- les points rénovation ANAH destinés à conseiller le public sous plafond de ressources ANAH (et les propriétaires bailleurs intéressés par les aides de l'ANAH),
- les espaces info énergie (EIE) pour les autres publics.

A chaque point rénovation est associée une **zone de chalandise**. La définition de cette zone correspond à l'impératif de couvrir tous les territoires par un point d'information ANAH et un EIE. Chaque point rénovation est tenu d'organiser des **permanences téléphoniques** 5 jours sur 7 avec une amplitude horaire suffisante, des **permanences physiques** ainsi que de mettre à disposition des usagers une **adresse postale et mail**.

Pour les points rénovation ANAH, l'organisation actuelle repose principalement sur les 2 DDTM, les 9 territoires délégataires et 3 collectivités maîtres d'ouvrage d'opérations programmées. Le public non éligible à l'Anah ou non concerné sera orienté vers les EIE. En Nord – Pas de Calais, on compte 26 EIE, de taille et de niveaux différents mais qui assurent une couverture complète du territoire selon le découpage ci-dessous :

A noter que dans le département du Nord, la plupart des espaces info-énergie sont pilotés par l'ADIL du Nord

Dynamiques territoriales et réseau régional des points rénovation info-service



PRÉFET DE LA RÉGION
NORD - PAS-DE-CALAIS

I-4 Évolution à venir des EIE de la région Nord-Pas de Calais :

Un 27^{ème} EIE est en cours de création. Il s'agit du EIE « MRES - EIE du Territoire Est » situé au 23 rue Gosselet 59 000 LILLE reprenant les communes suivantes :

Nouvelle orientation	Orientation actuelle	Communes	Région	Code Postal	Code INSEE
MRES - EIE du Territoire Est	EIE des Weppes	ANSTAIN	NPDC	59152	59013
MRES - EIE du Territoire Est	EIE des Weppes	BAISIEUX	NPDC	59780	59044
MRES - EIE du Territoire Est	EIE des Weppes	BOUVINES	NPDC	59830	59106
MRES - EIE du Territoire Est	EIE des Weppes	CHERENG	NPDC	59152	59146
MRES - EIE du Territoire Est	EIE des Weppes	FOREST SUR MARQUE	NPDC	59510	59247
MRES - EIE du Territoire Est	EIE des Weppes	GRUSON	NPDC	59152	59275
MRES - EIE du Territoire Est	EIE des Weppes	LEZENNES	NPDC	59260	59346
MRES - EIE du Territoire Est	EIE des Weppes	MONS EN BAROEUL	NPDC	59370	59410
MRES - EIE du Territoire Est	EIE des Weppes	PERSONNE EN MELANTOIS	NPDC	59273	59458
MRES - EIE du Territoire Est	EIE des Weppes	SAILLY LEZ LANNOY	NPDC	59390	59522
MRES - EIE du Territoire Est	EIE des Weppes	SAINGHIN EN MELANTOIS	NPDC	59262	59523
MRES - EIE du Territoire Est	EIE des Weppes	TRESSIN	NPDC	59152	59602
MRES - EIE du Territoire Est	EIE des Weppes	VILLENEUVE D ASCQ	NPDC	59491	59009
MRES - EIE du Territoire Est	EIE des Weppes	WILLEMS	NPDC	59780	59660

II – NOUVEAUTÉS DANS LE FINANCEMENT DE LA RÉNOVATION

II.1 La simplification et le renforcement du CIDD, renommé crédit d'impôts pour la transition énergétique (CITE)

Une réforme du CIDD est réalisée dans le cadre de l'article 3 de la loi de finances 2015, avec une application rétroactive **au 1^{er} septembre 2014** (date de facturation).

Les caractéristiques principales du nouveau dispositif sont les suivantes :

- le CIDD est renommé CITE (Crédit d'Impôt pour la Transition Énergétique);
- la condition de ressources pour bénéficier du CITE pour une seule action disparaît : la réalisation d'un bouquet de travaux n'est plus obligatoire pour bénéficier du CITE et ce, quels que soient les revenus du ménage ;
- le taux du CITE passe à 30%, quelle que soit l'action réalisée et le nombre d'actions ;
- les équipements anciennement éligibles au CIDD restent éligibles au CITE, avec les mêmes critères techniques de performance. Les équipements suivants sont ajoutés:
 - équipements de protection contre les rayonnements solaires;
 - équipements d'individualisation des frais de chauffage;
 - raccordement aux réseaux de froid;
 - brasseurs d'air fixes dans les DOM;
 - critères spécifiques DOM;
 - bornes de recharge pour véhicule électrique.

Les résidences secondaires sont exclues du dispositif. Par ailleurs, les ménages ayant réalisé des dépenses, dans la période du 1^{er} janvier 2014 au 31 août 2014, dans le cadre d'un bouquet de travaux, conservent pour ces mêmes dépenses le bénéfice du crédit d'impôt dans ses conditions d'application antérieures à la présente réforme.

PRÉFET DE LA RÉGION
NORD - PAS-DE-CALAIS

Le plafond de dépenses éligibles n'est pas modifié. Il reste de :

- 8 000€ pour personne seule ;
- 16 000€ pour un couple ;
- + 400€ par personne à charge supplémentaire.

Ce plafond s'applique aux dépenses éligibles et non au crédit d'impôt.

Le crédit d'impôt concerne les dépenses d'acquisition de certains équipements fournis par les entreprises ayant réalisé les travaux et faisant l'objet d'une facture:

CITE	Les équipements de chauffage (chaudières à condensation)	CIDD
	Les matériaux d'isolation	
	Les appareils de régulation de chauffage	
	Les équipements utilisant des énergies renouvelables	
	Les pompes à chaleur autres que air/air dont la finalité essentielle est la production de chaleur ou d'eau chaude sanitaire	
	Les équipements de raccordement à certains réseaux de chaleur alimentés par des énergies renouvelables ou des installations de cogénération et, dans les départements d'outre-mer, les équipements de raccordement à certains réseaux de froid	
	Les chaudières à micro-cogénération gaz	
	Les appareils d'individualisation des frais de chauffage ou d'eau chaude sanitaire en copropriété	
	Les équipements ou matériaux de protection des parois vitrées ou opaques contre le rayonnement solaire dans les départements d'outre-mer	
	Les équipements permettant d'optimiser la ventilation naturelle dans les départements d'outre-mer	
	Les systèmes de charge pour véhicule électrique	

II.2 Les évolutions de l'éco-PTZ

Outre la mise en place de l'éco-conditionnalité présentée ci-dessous, l'éco-PTZ fait l'objet d'évolutions permettant d'améliorer le dispositif. Ces mesures sont rentrées en vigueur simultanément au 1^{er} janvier 2015, en même temps que les évolutions du CITE.

La publication conjointe de 2 décrets et 2 arrêtés le 2 décembre 2014 concernant l'éco-PTZ poursuit les trois objectifs suivants :

- **Fluidifier l'instruction des demandes : le transfert de responsabilité**

A compter du 1^{er} janvier 2015, la demande d'un éco-prêt à taux zéro est simplifiée en déchargeant les banques du contrôle des travaux éligibles. Les entreprises et artisans « reconnus garants de l'environnement » (label RGE), qui disposent des compétences nécessaires, sont en mesure d'attester de l'éligibilité des travaux de rénovation énergétique qu'elles réalisent. La banque reste chargée d'évaluer l'éligibilité formelle du dossier et la solvabilité de l'emprunteur. En cas de déclaration erronée de la part d'une entreprise, cette dernière sera passible d'une amende égale à 10% du montant des travaux indument déclarés éligibles. Les entreprises pourront, si elles le souhaitent, recourir à un tiers certificateur pour être déchargés de cette responsabilité.

PRÉFET DE LA RÉGION
NORD - PAS-DE-CALAIS

- **Développer la distribution de l'éco-PTZ spécifique aux copropriétés**

Pour l'éco-PTZ spécifique aux syndicats de copropriétaires, le décret prévoit l'application d'une rémunération des banques supérieure à celle applicable aux éco-PTZ attribués à des personnes physiques, en tenant compte de coûts de gestion plus élevés, ce qui devrait ainsi permettre de développer la distribution du prêt dans les copropriétés.

- **Simplifier le paysage des aides : l'harmonisation avec le CITE**

A compter du 1^{er} janvier 2015, la liste des matériaux et équipements éligibles à l'éco-prêt à taux zéro évolue, de même que certains critères techniques conditionnant leur éligibilité :

- ✗ en métropole, les niveaux d'exigence requis pour l'obtention d'un éco-prêt à taux zéro évoluent pour s'aligner sur ceux requis pour le bénéfice du crédit d'impôt pour la transition énergétique (CITE);
- ✗ dans les départements d'Outre mer, les matériaux et équipements éligibles font également l'objet d'une actualisation.

Ces ajustements sont applicables aux offres de prêts à taux zéro à compter du 1^{er} janvier 2015. De nouveaux formulaires sont téléchargeables sur les sites des ministères en charge de l'écologie et du logement et distribués par les banques.

II.3 L'éco-conditionnalité - RGE

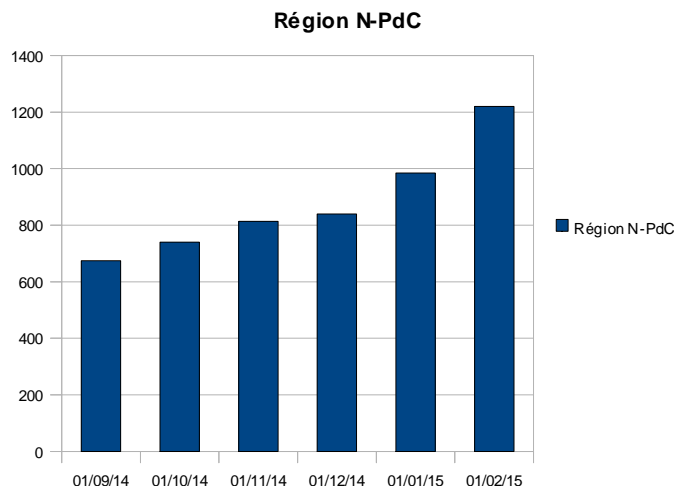
Les textes portant éco-conditionnalité du CITE et de l'éco-PTZ sont parus au Journal officiel du 18 juillet 2014. **L'éco-conditionnalité de l'éco-PTZ est entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2014 tandis que celle du CITE est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2015 en France métropolitaine.** L'entrée en vigueur en outre-mer est fixée au 1^{er} octobre 2015.

Les entreprises titulaires de signes de qualité « Reconnue Garant de l'Environnement » sont identifiables sur le site www.renovation-infoservice.gouv.fr, sous l'onglet « Trouvez un professionnel ».

Dans la région Nord – Pas de Calais, on compte au, 1^{er} février 2015, 1 220 entreprises RGE

- Nord : 754
- Pas de Calais : 463

Nombre d'entreprises RGE

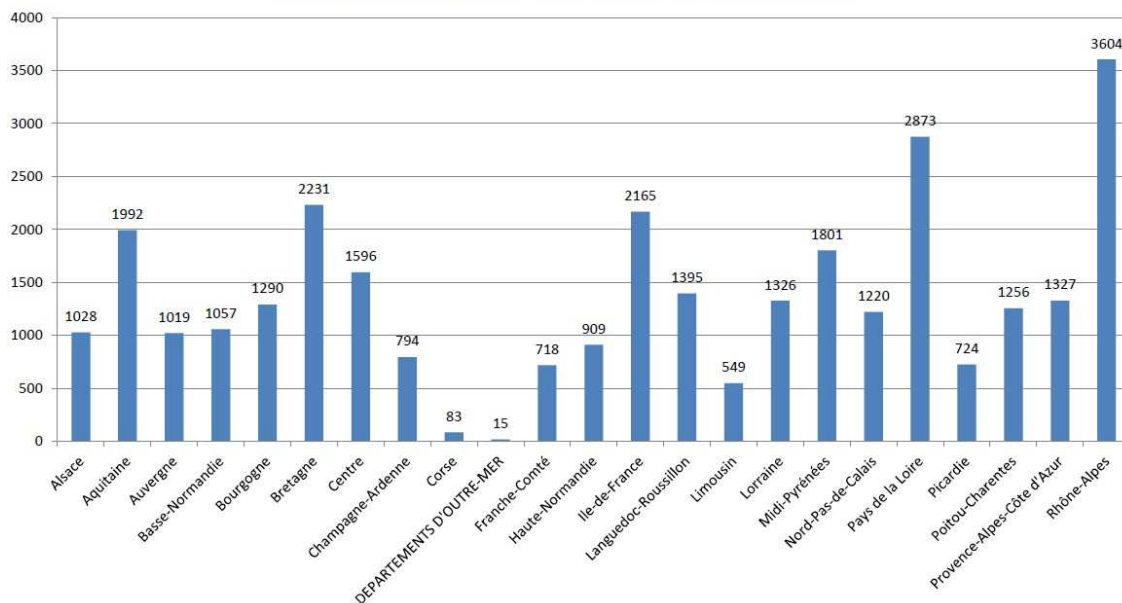


PRÉFET DE LA RÉGION
NORD - PAS-DE-CALAIS



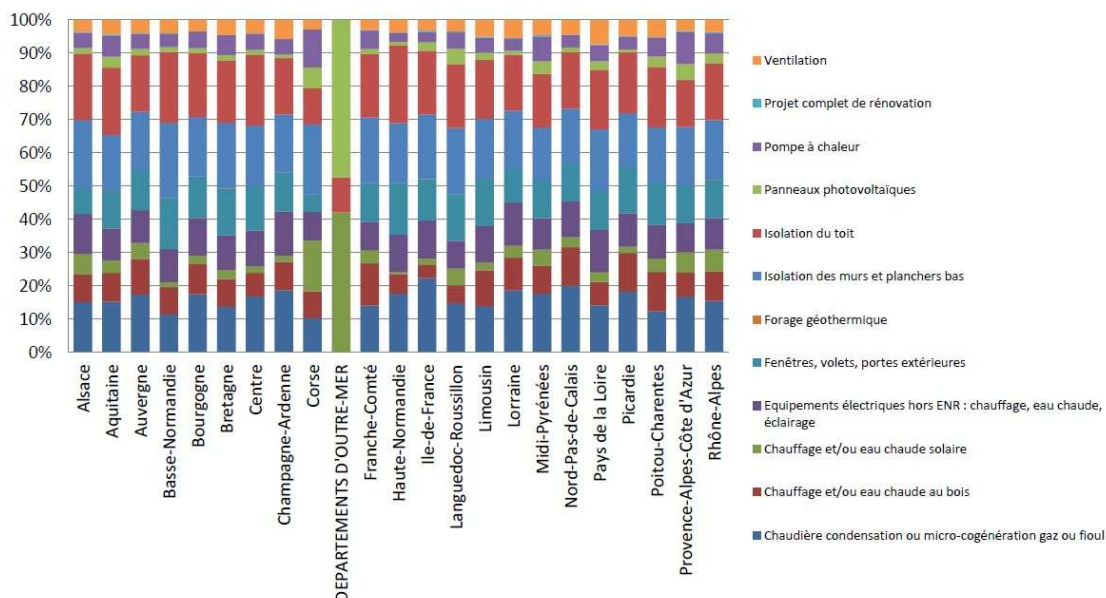
Répartition des entreprises par région

Répartition régionale du nombre d'entreprises RGE



Répartition par domaine de travaux

Répartition régionale des entreprises RGE par domaines de travaux



PRÉFET DE LA RÉGION
NORD - PAS-DE-CALAIS

II.4 Le programme Habiter Mieux

- Objectif national pour 2015 : 45 000 logements à engager sur l'année. Dans la région, l'objectif est, tout public confondu, de traiter 2900 logements.
- Montants des primes (ASE) révisés pour les dossiers déposés en 2015 et modulés en fonction des ressources des bénéficiaires
 - *Montant des primes applicables au moment de l'engagement du dossier correspondent à ceux en vigueur à la date de dépôt du dossier*
- L'avance sur subventions sera réservée aux personnes « très modestes ».
- Baisse des primes du FART compensée par le renforcement du CITE

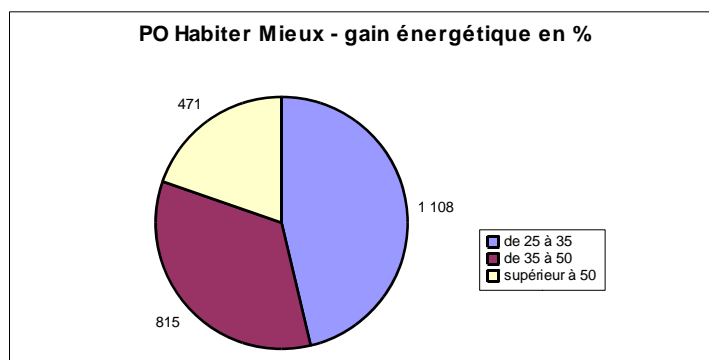
Aide de solidarité écologique (ASE)	En 2014	En 2015
PO très modeste	3 000 €	2 000 €
PO modestes	3 000 €	1 600 €
PB	2 000 €	1 600 €
Syndicat de copropriété	1 500 €	1 500 €

Pour plus d'information, voir la fiche « ANAH ».

III – LES DERNIERS RÉSULTATS DU PLAN DE RENOVATION ENERGETIQUE DE L'HABITAT EN REGION

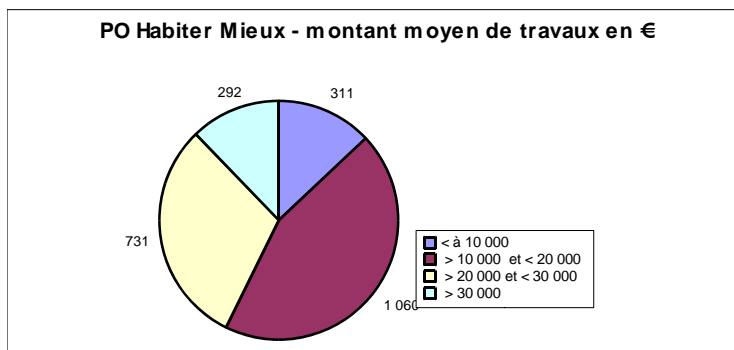
III.1 Le programme Habiter Mieux (du 1^{er} janvier au 31 décembre 2014) : 2 400 logements de Propriétaires Occupants ont été subventionnés

50% des logements bénéficient d'un gain énergétique de 35%



PRÉFET DE LA RÉGION
NORD - PAS-DE-CALAIS

75% des logements subventionnés vont bénéficier de travaux de rénovation énergétique compris entre 10 000 € et 30 000 €.



III.2 Fin de la prime de 1 350 € dite « ASP » au 31 décembre 2014

Officialisée par la Convention du 19 août 2013 entre l'État et l'Agence de services et de paiement (ASP) relative au programme d'investissements d'avenir, une « prime exceptionnelle » de 1 350 € est accordée sous forme d'aide directe en contrepartie de la réalisation de travaux de rénovation lourds (bouquet de travaux éligibles au CIDD).

Elle concerne les propriétaires occupants ayant des revenus intermédiaires (« classes moyennes ») : revenu fiscal de référence inférieur à 25 000 € pour une personne seule, 35 000 € pour un couple sans enfants et 50 000 € pour un couple avec 4 enfants. A noter toutefois que cette prime n'est pas cumulable avec les aides de l'ANAH.

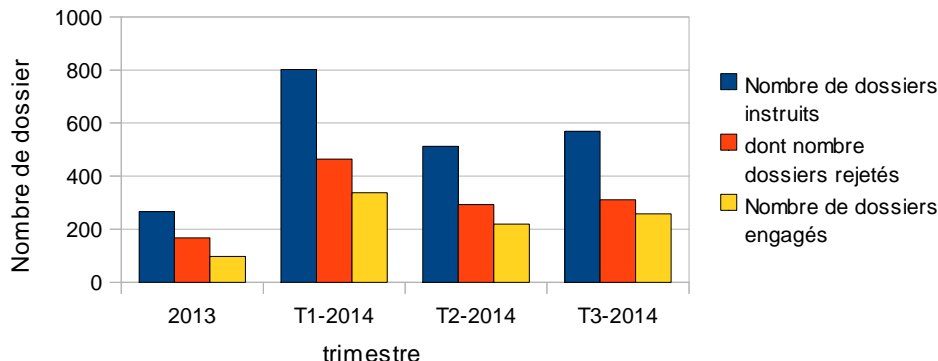
L'avenant n° 1 du 19 décembre 2014 à la convention du 19 août 2013 entre l'Etat et l'Agence de services et de paiement (ASP) relative au programme d'investissements d'avenir prévoit que **les demandes de prime devront être déposées au plus tard le 31 décembre 2014**, au lieu du 31 décembre 2015 prévu initialement.

Les ménages pourront effectuer une demande d'engagement sur la base de devis jusqu'au 31 décembre 2014 (date d'envoi du 1^{er} formulaire, cachet de la poste faisant foi). Une fois la demande de prime validée, l'envoi du deuxième formulaire (mise en paiement de la prime) devra être effectué à l'Agence de services et de paiement (ASP) dans un délai de 18 mois, une fois les travaux réalisés.

Les résultats régionaux sont les suivants :

PRÉFET DE LA RÉGION
NORD - PAS-DE-CALAIS

Prime ASP



Période d'engagement	Nombre de dossiers instruits	dont nombre dossiers rejetés	Taux de rejet	Nombre de dossiers engagés	Montant total des engagements Prime ASP	Coût total des travaux réalisés	Coût moyen des travaux par logement
2013	266	168	63%	98	132 300 €	4 183 691 €	42 691 €
T1-2014	802	464	58%	338	456 300 €	2 167 298 €	6 412 €
T2-2014	513	293	57%	220	297 000 €	3 547 488 €	16 125 €
T3-2014	569	311	55%	258	348 300 €	ND	ND
Total:	2150	1236	57%	914	1 233 900 €	9 898 477 €	15 089 €

ND : Non Disponible

Analyse des catégories de travaux :

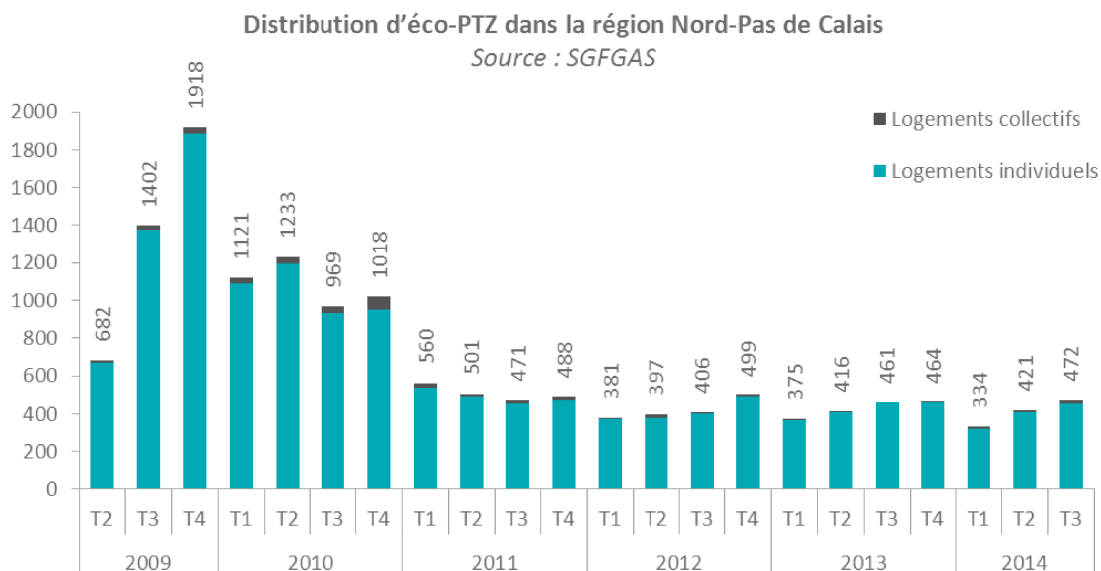
Il faut au minimum 2 catégories de travaux, soit le « bouquet énergétique », pour avoir la prime ASP.

97% des dossiers engagés comportent uniquement 2 catégories de travaux.

Catégorie de travaux	Pourcentage
Travaux d'isolation thermique de la totalité de la toiture	23%
Travaux d'isolation thermique de la moitié au moins des murs donnant sur l'extérieur	7%
Travaux d'isolation thermique de la moitié au moins des parois vitrées donnant sur l'extérieur	26%
Travaux d'installation de chaudières à condensation, de chaudières à micro-cogénération gaz ou de pompes à chaleur autres que air / air	15%
Travaux d'installation de chaudières ou d'équipements de chauffage ou de production d'eau chaude fonctionnant au bois ou autres biomasses	18%
Travaux d'installation d'équipements de production d'eau chaude sanitaire utilisant une source d'énergie renouvelable	11%
Total :	100%

PRÉFET DE LA RÉGION NORD - PAS-DE-CALAIS

III.3 L'éco-PTZ



	2013	2014 (cumulé T1 à T3)
Nombre (collectifs + individuels)	1750	1227
Bouquets 2 actions	66%	60%
Bouquets 3 actions	28%	35%
Coût moyen travaux bouquets 2 actions	16 668 €	17 123 €
Coût moyen travaux bouquets 3 actions	28 007 €	28 407 €
Coût moyen tous travaux	19 442 €	20 676 €

III.4 L'éco-PLS

Source : DGALN

Pour la période du 01 janvier au 31 octobre 2014, le nombre de prêts engagés correspond à 2 426 logements, pour un montant de travaux de 101,64 M€ (dont 32,25 M€ d'éco-prêt).

PRÉFET DE LA RÉGION
NORD - PAS-DE-CALAIS

**Synthèse du bilan actualisé des demandes d'éco-prêt logement social seconde
génération au 31/08/2014 pour la région N-PdC**

Date du début de validité de la décision : du 05/10/2012 au 27/06/2014

Comparaison national et région N-PdC

	NATIONAL	N-PdC
Nombre d'opération	1 763	113
Nombre de logements réhabilités au sein des bâtiments après travaux	75 044	4 326
Opération en zone ANRU	155	21
Nombre de logements réhabilités au sein des bâtiments après travaux en zone ANRU	11 422	1 206
Prix de revient TTC de l'ensemble des opérations	2 456 366 757 €	209 744 749 €
Total Eco-PLS de l'ensemble des opérations	927 434 951 €	63 308 490 €
Pourcentage du total des Eco-PLS sur le prix de revient TTC de l'ensemble des opérations	37,76%	30,18%
Total fonds propres	379 289 415 €	36 533 943 €
Pourcentage du total des fonds propres sur le prix de revient TTC de l'ensemble des opérations	15,44%	17,42%
Performance énergétique moyenne de l'ensemble des opérations avant travaux (kWh/m².an)	294	333
Classe moyenne de l'ensemble des opérations avant travaux	E	F
Performance énergétique moyenne de l'ensemble des opérations après travaux (kWh/m².an)	113	118
Classe moyenne de l'ensemble des opérations après travaux	C	C

III.5 Zoom sur la rénovation énergétique des logements sociaux avec les fonds FEDER 2010-2014

FEDER	1 ^{er} échantillon	2 ^{ème} échantillon	1 ^{er} et 2 ^{ème} échantillon
Années	2010-2013	2013-2014	2010-2014
Subventions FEDER	20 M€	5,8 M€	25,8 M€
Nombre de dossiers	59	15	64
Nombre de logements collectifs	3 930	248	4 178
Nombre de logements individuels	344	615	959
Nombre de logements total	4274	863	5 137
Saut de classe énergétique	E → B	F → C	E → B
Coût moyen d'une rénovation énergétique (travaux et prestations intellectuelles) ¹	25 293 €/log	28 889 €/log	27 091 €/log
Montant total des travaux	97,4 M€	25 M€	122,4 M€

¹ : Par « rénovation énergétique » on entend l'ensemble des prestations concourant à une rénovation énergétique. Cela comprend des prestations intellectuelles (étude thermique, suivi de chantier, sensibilisation des habitants, ...) et des travaux (travaux d'isolation, ventilation, chauffage, ...)



PRÉFET DE LA RÉGION NORD - PAS-DE-CALAIS

IV – MOBILISATION DES PROFESSIONNELS

Si le plan de rénovation énergétique de l'habitat prévoit un important travail sur la « demande » (enclencher la décision de rénovation, financer la rénovation), il comporte également un volet sur le développement de l' « offre » de rénovation.

Développer l'offre de rénovation, en qualité et en quantité, passe par une mobilisation des professionnels du bâtiment et de la construction. A cet effet, trois Comités des Professionnels de la construction ont été réunis par la DREAL le 7 octobre 2013, le 14 mai 2014 et le 26 novembre 2014.

PRÉFET DE LA RÉGION
NORD - PAS-DE-CALAIS

V - RECAPITULATIFS DES RÉSULTATS REGIONAUX 2013 ET 2014 DES PRINCIPAUX DISPOSITIFS DU PREH

2013	Nombre de logement	Montant moyen de travaux par logement	Montant total des travaux
Programme Habiter Mieux de l'ANAH (propriétaires modestes)	1 317 propriétaires occupants	20 900 €/log	27 532 k€
	97 propriétaires bailleurs	68 800 €/log	6 677 k€
Prime exceptionnelle de 1350€ (classes moyennes)	98 (uniquement T4)	42 690 €/log	4 183 k€
Eco-prêts à taux zéro (banques)	1 750	19 500 €/log (bouquet d'action)	34 125 k€
Eco-prêts logement social (CDC) prêts engagés	2 000	47 000 €/log	96 000 k€
Crédit d'impôt	4 920 (en 2013 - base revenus 2012)	10 150 €/log (bouquet d'action)	50 000 k€ (en 2013 - base revenus 2012)
	51 780 (en 2013 - base revenus 2012)	3 320 €/log (action seule)	172 000 k€ (en 2013 - base revenus 2012)
SOGINORPA	1 940 (dernière année convention Etat/ANAH/SOGINORPA)	Non disponible	Non disponible

2014	Nombre de logement	Montant moyen de travaux par logement	Montant total des travaux
Programme Habiter Mieux de l'ANAH (propriétaires modestes)	2 396 propriétaires occupants	20 870 €/log	50 000 k€
	150 propriétaires bailleurs	60 000 €/log	8 994 k€
Prime exceptionnelle de 1350€ (classes moyennes)	816 (cumulé T1 à T3)	15 000 €/log	Non disponible
Eco-prêts à taux zéro (banques)	1 227 (cumulé T1 à T3)	20 680 €/log (bouquet d'action)	25 370 k€ (cumulé T1 à T3)
Eco-prêts logement social (CDC) prêts engagés	2 426 (du 1 janvier au 31 octobre)	41 894 €/log	101 635 k€
Crédit d'impôt	Pas encore disponible	Pas encore disponible	Pas encore disponible